

## **Remarques du Secrétaire général à la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement**

**New York, 24 juin 2009**

Monsieur le Président,  
Honorables chefs d'État et de gouvernement,  
Excellences,

Je tiens à exprimer ma gratitude au Président de l'Assemblée générale pour avoir convoqué cette importante conférence en cette période cruciale de lutte contre la crise économique mondiale. Je remercie les nombreux chefs d'État et de gouvernement ainsi que les ministres qui participent à la réunion.

Je tiens à remercier en particulier les deux facilitateurs de cette importante réunion – l'Ambassadeur Gonsalves de Saint-Vincent-et-les Grenadines et l'Ambassadeur Majoor du Royaume des Pays-Bas.

Merci de vos efforts et de votre engagement.

Honorables délégués,

Nous continuons malheureusement d'être la proie de crises multiples touchant l'alimentation, le carburant, l'épidémie de grippe, l'économie.

Nous continuons d'être aux prises avec la pire crise financière et économique que le monde ait connue depuis la naissance de l'Organisation des Nations Unies il y a plus de 60 ans.

Cette crise atteint le monde entier sans exception.

Entre-temps, les effets des changements climatiques et de la misère ont encore empiré.

Certes, d'aucuns voient une stabilisation financière et une croissance économique dans certains pays. Mais je le dis et le proclame : ce sont uniquement des signes.

Pour un grand nombre de pays, les « bourgeons » de la relance n'ont pas encore éclo. On ne voit que des terres en friches. L'impact réel de la crise risque de durer des années.

Des millions de familles s'ajoutent à celles qui ont sombré dans la pauvreté. Rien que cette année, 50 millions d'emplois pourraient être perdus.

Près d'un milliard de gens s'endorment chaque nuit ayant faim. Trop d'enfants meurent de maladies évitables et trop de mères meurent en couches.

Nous avons besoin de la solidarité internationale. Nous avons besoin des Nations Unies.

C'est pourquoi je n'ai pas cessé de parler des besoins des personnes vulnérables – celles qui sont le moins responsables de la crise et le moins capables d'y répondre.

Nous avons accompli des progrès.

Avant la réunion du G-20 à Londres cette année, j'ai demandé qu'un programme de relance véritablement mondial soit mis en place – pour une somme de 1 billion soit 1 000 milliards de dollars, permettant de promouvoir les intérêts de tous les pays, en particulier de ceux qui sont en développement.

Le G-20 est convenu d'un appui financier substantiel d'un montant total de 1,1 billion de dollars, dont la plus grande partie sera disponible par la canal du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et d'autres organismes de développement multilatéraux.

Il s'agissait là en grande partie d'une initiative de l'ONU. Mais ce n'est qu'un début. Il nous incombe, à titre collectif, de faire en sorte que les bonnes intentions se traduisent en mesures concrètes.

Au cours des mois à venir, nous allons avoir un certain nombre d'occasions majeures de renforcer la croissance mondiale, d'atténuer les conséquences des changements climatiques et de lutter contre l'extrême pauvreté.

Le G-8 se réunira en Italie le mois prochain. Le Sommet sur les changements climatiques aura lieu ici à New York en septembre. Le Sommet du G-20 se tiendra à Pittsburgh.

Nous avons besoin de priorités clairement définies.

C'est pourquoi je viens d'écrire aux dirigeants du G-8 en leur demandant instamment de prendre des engagements concrets et des mesures spécifiques pour raffermir notre détermination.

J'ai souligné la nécessité d'engager des ressources pour aider les plus pauvres et les plus vulnérables à s'adapter aux changements climatiques et de parvenir à un accord à Copenhague en décembre.

J'ai souligné l'importance qu'il y a à donner suite aux promesses d'aide afin de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

C'est à vous tous présents ici qu'incombe l'obligation la plus grande. L'Assemblée générale représente l'humanité tout entière.

Ensemble, nous devons galvaniser les énergies. Ensemble, nous devons soutenir les droits économiques, sociaux et humains de toute la population mondiale.

Pour y parvenir, je vois trois domaines d'action spécifiques.

En premier lieu, il nous faut mobiliser toutes nos capacités pour obtenir en temps réel de meilleures données sur les conséquences de la crise pour les plus pauvres.

En deuxième lieu, nous devons honorer les engagements souscrits au niveau mondial pour aider les femmes et les hommes à passer de l'état de vulnérabilité à des perspectives plus ouvertes.

En troisième lieu, il nous faut œuvrer de concert à réformer les institutions internationales pour le XXI<sup>e</sup> siècle.

Commençons par la vulnérabilité. La vue d'ensemble nous est familière : des pays qui disposent de faibles réserves financières; des pays qui voient s'amenuiser les investissements étrangers, les envois de fonds et l'aide; des pays dans lesquels la demande d'exportation est tombée.

Mais il nous faut mettre des verres plus forts dont le pouvoir de résolution est plus grand.

Nous voyons alors que l'Organisation des Nations Unies est présente dans tous les pays et que son regard est fixé sur tous les secteurs.

Je mobilise les ressources des Nations Unies pour surveiller l'impact de la crise en temps réel. Nous allons lancer dans les mois à venir un système d'alerte à l'impact et à la vulnérabilité au niveau mondial.

Je mobilise également tout le système des Nations Unies pour aider les pays à renforcer la sécurité alimentaire, le commerce, l'économie soucieuse de l'environnement, les filets de sécurité et le pacte mondial pour l'emploi.

La création d'emplois décents ne constitue pas seulement le résultat souhaité de la reprise économique. Elle en est un élément essentiel.

D'autre part, les dirigeants doivent honorer les engagements auxquels ils ont souscrit. Lors des crises économiques passées, l'aide a été réduite au moment même où elle était le plus nécessaire.

La crise actuelle ne saurait servir d'excuse pour renoncer aux promesses.

Je citerai un exemple. Selon certaines estimations, l'aide annuelle à l'Afrique est inférieure d'au moins 20 milliards de dollars à ce qui a été promis à Gleneagles en 2005.

Si le monde peut mobiliser plus de 18 billions de dollars pour empêcher le secteur financier de sombrer, il peut certainement trouver la même somme pour honorer ses engagements en faveur de l'Afrique.

Nous savons pertinemment comment de plus grandes ressources peuvent transformer la vie des populations, leur ouvrir des perspectives et renforcer leur potentiel.

Elles permettent de combler l'écart entre les besoins et les ressources dans le cadre du Fonds mondial pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme et de l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation.

Elles permettent de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'aider les paysans pratiquant l'agriculture de subsistance à accroître leur productivité et à mieux accéder aux marchés.

Elles permettent de combler le déficit des ressources de l'Initiative de l'éducation pour tous et d'assurer l'accès de tous les enfants à l'enseignement primaire.

Elles permettent d'aider les pays en développement à promouvoir une énergie plus propre et des emplois respectueux de l'environnement.

Il ne s'agit pas là de charité. Il ne s'agit pas non plus d'un luxe. Il s'agit d'un impératif de développement. Et il s'agit là aussi d'un élément essentiel pour un programme coordonné de relance mondiale.

Enfin et surtout, il nous faut œuvrer de concert à la réforme des règles et des institutions mondiales. C'est là une question fondamentale d'efficacité, de légitimité et de confiance publique.

Les institutions mondiales créées il y a plusieurs générations doivent devenir plus responsables, plus représentatives et plus efficaces.

Comme je l'ai dit dès le départ, nous réformons une institution parce que nous croyons en son avenir.

Je regrette que la réforme institutionnelle financière ait divisé les États Membres.

Cette cause n'est pas l'affaire d'une seule personne, d'un seul pays, ni même d'un groupe de pays. C'est l'affaire de tous.

Il nous faut rebâtir, mais rebâtir mieux.

Mesdames et Messieurs,

La crise économique mondiale montre pourquoi nous avons besoin d'un multilatéralisme renouvelé. Nous savons que faute de réglementation appropriée, une panne qui se produit dans un rouage du système a de profondes répercussions ailleurs.

Les défis sont liés entre eux. Les solutions doivent l'être aussi.

Nous devons rebâtir les espoirs des populations les plus vulnérables et jeter les fondations d'une sécurité et d'une paix plus grandes.

Nous devons assurer une plus grande équité dans la gouvernance des institutions mondiales.

Nous devons enfin unir nos forces pour obtenir des résultats conformes aux principes de la justice sociale.

Rien de tout cela ne peut être réalisé si nous agissons isolément.

Tout peut l'être si nous agissons en commun.